



A l'occasion du débat d'orientation budgétaire précédent le budget, il n'y a pas eu d'annonces fracassantes qui seraient de nature à modifier la physionomie du mandat qui s'achève. Comme nous l'avons indiqué lors de notre intervention, nous avons estimé que les collectivités territoriales sont dispendieuses comme la Présidente de la Région Pays de Loire a eu le courage de l'affirmer dans une tribune. La dette de notre pays n'est pas partie avec la chute du Gouvernement Barnier et la part prise par l'aide aux collectivités est considérable. Le chômage repart à la hausse et les perspectives économiques sont mauvaises. La dette de l'Etat de 3300 milliards d'euros commande que tous les efforts soient faits pour la maîtriser et la réduire mais, dans notre pays, on ne sait pas le faire sans augmenter les taxes et les impôts. L'autre solution consisterait à baisser les coûts de fonctionnement. A Langon, c'est ce qui a été fait, non pas les économies de fonctionnement dont le niveau de baisse demeure infinitésimal, mais l'augmentation des taxes votées par la commune ont atteint un niveau jamais vu à Langon. Comme toujours ces

augmentations touchent les plus vulnérables : les jeunes, primo accédants à la propriété qui ont vu le montant de taxe locale d'équipement grimper déraisonnablement. C'est la même chose pour ceux qui ont travaillé toute une vie pour améliorer leur retraite grâce aux revenus locatifs d'un bien immobilier dont la rentabilité est devenue médiocre à cause de l'augmentation des taxes. D'un point de vue politique, le maintien de l'accompagnement social ne saurait tout justifier surtout quand les mesures prises finissent par contredire les objectifs visés. A Langon, nous avons cité un exemple pour illustrer des dépenses de fonctionnement non justifiées comme le remplacement des tables de la salle du Conseil Municipal pour un montant de plus de 30 000 euros, il faudrait pourtant savoir faire le tri entre ce qui est indispensable et ce qui peut attendre. Oui, ce n'est qu'un exemple mais il est bien réel et illustre parfaitement mon propos même si ce montant paraît dérisoire comparé au budget de la ville.

Didier Sendrès pour la liste Langon Ensemble 2020

Voilà trois ans maintenant que la guerre en Ukraine a commencé : trois ans de bombardements, de destructions, de souffrances pour la population ukrainienne, et aussi pour les jeunes Russes envoyés au front. Une guerre faite avec les moyens du XXIème siècle, mais dans la boue et le froid des tranchées, comme en 1914-18, et toujours avec la peau et le sang des peuples.

Trois ans durant lesquels on nous a parlé de « lutte pour la liberté contre la dictature », du « bien contre le mal ». Aujourd'hui, avec la politique des Etats-Unis, et son dirigeant Trump, on a la réalité derrière les grands discours. Oui, le pouvoir dictatorial des bureaucrates et oligarques russes, derrière Poutine, a déclenché la guerre en Ukraine. Mais ce n'est pas pour la liberté des Ukrainiens que les puissances américaines et européennes sont intervenues. Trump le dit maintenant sans fard : il faut à l'impérialisme américain un retour sur investissements, en faisant main basse sur les richesses minières de l'Ukraine. Trump et Poutine sont prêts à signer un accord sur le dos du peuple ukrainien.

Les pays européens, eux, protestent parce qu'ils sont mis à l'écart, et que les richesses minières et le marché juteux de la reconstruction en Ukraine vont échapper aux industriels et spéculateurs européens.

« On croit mourir pour la patrie, on meurt pour les industriels et les marchands de canon », disait Anatole France. C'est toujours vrai aujourd'hui, et cela restera vrai tant que le capitalisme ne sera pas renversé, tant que l'économie sera dirigée par les industriels et les banquiers. Partout dans le monde, en Afrique, au Moyen Orient, aux portes de l'Europe, cette société engendre les guerres. Ici, Macron se pose en chef de guerre, prêt à doubler les dépenses militaires, au détriment des budgets des hôpitaux et des écoles. Ne marchons pas dans la propagande de nos dirigeants. Ne nous laissons pas embrigader et refusons d'être les éternels sacrifiés.

Jean-Philippe Delcamp pour la liste Lutte Ouvrière

Nous savons combien le contexte économique actuel peut peser sur votre quotidien. Face à l'inflation persistante, la hausse des impôts locaux suscite légitimement des inquiétudes. Cependant cette augmentation n'est en aucun cas une décision de notre équipe municipale. En effet, nous avons fait le choix de ne pas augmenter les taux communaux. La hausse que vous constatez résulte uniquement de la revalorisation nationale des bases locatives, imposée par l'État.

Entrée de piscine, cantine à 1 euros, périscolaire, manifestation, ... Ce que l'usager paie et souvent bien loin du réel. Ce n'est pas une réduction, c'est un choix de solidarité. C'est à cela que sert l'impôt : permettre à chacun, quel que soit son revenu, de pouvoir profiter pleinement des équipements et des services de la Ville. Pour que

l'accès à la culture, aux infrastructures, à l'éducation ne soient jamais un luxe réservé à quelques-uns

Conscients de vos préoccupations, nous agissons chaque jour pour limiter les dépenses de la commune tout en préservant la qualité de vos services publics. Chaque euro investi à Langon est un euro investi pour tous, pour construire une ville plus solidaire, plus juste, où chacun trouve sa place.

Dans ce contexte budgétaire contraint, notre priorité reste claire : protéger votre pouvoir d'achat tout en maintenant une offre de services publics de qualité. C'est le choix d'une ville engagée, qui place l'humain et la justice sociale au cœur de son action.

Le groupe de la Majorité municipale